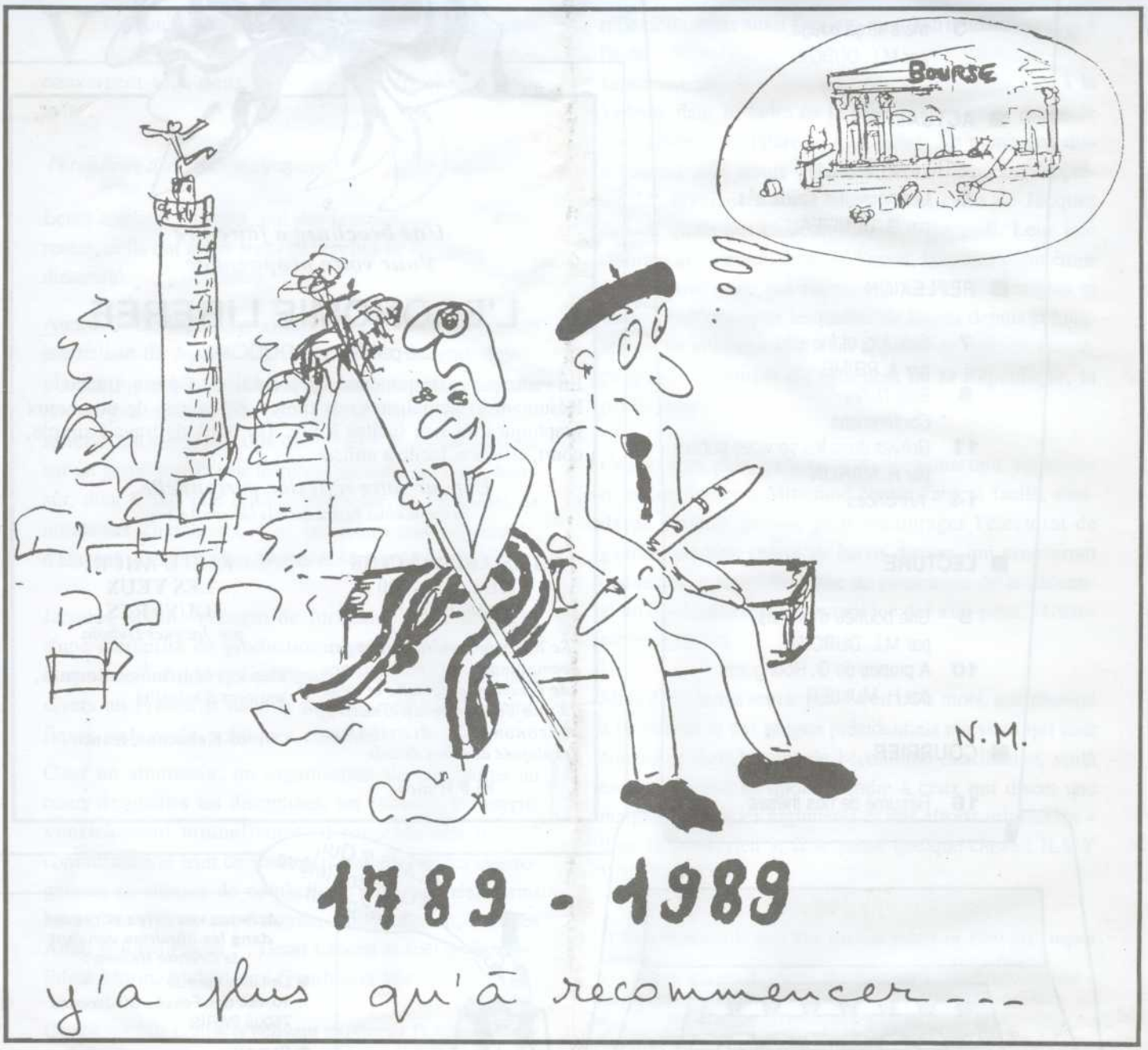
M 1669 - N° 876 - 10 F - MARS 1989 - ISSN 0398 - 2076

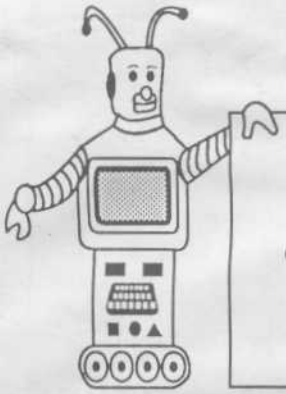
LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



M 1669 - 876 - 10,00 F
3791669010000 08760



La Directrice propriétaire
de la publication
M.- L. DUBOIN

Commission Paritaire : 57434
Diffusé par N.M.P.P.
Imprimerie GASCHET
284, bd Voltaire, 75011 Paris

ABONNEZ-VOUS

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	100	F
Soutien	140	F
Etranger	125	FF

Règlement par chèques postaux: au C.C.P. "La Grande Relève", n° 13 402.39 M Paris.
Les réglements par mandat ou par chèque bancairedoivent être à l'ordre de:

LA GRANDE RELEVE
B.P. 108, 78110 LE VESINET

Nous acceptons toute somme inférieure à ce tarif de la part des lecteurs qui ne peuvent faire plus. Ce journal ne survit que grâce à la souscription permanente :

"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE"

SOMMAIRE

■ **EDITORIAL**

3 Mais si, ça bouge,
par M.L. DUBOIN

■ **ACTUALITE**

4 Lu, vu, entendu
6 Les nouvelles solidarités,
par G. DENIZEAU

■ **REFLEXION**

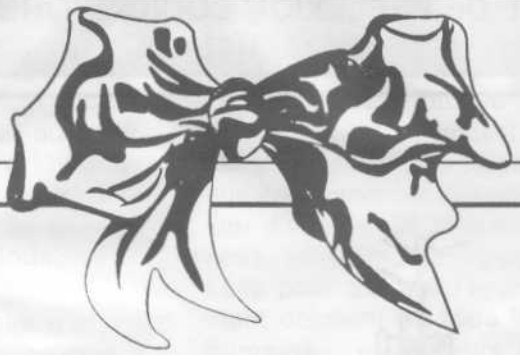
7 Sale fric, et fric sale
par A. PRIME
8 Bloc-Notes
Conférences
11 Grèves dans les services publics
par R. MARLIN
14 Annonces

■ **LECTURE**

9 Une bouffée d'air frais
par M.L. DUBOIN
10 A propos de G. Rodrigues,
par H. MULLER

■ **COURRIER**

16 Résumé de nos thèses



Une brochure à faire lire
Pour votre propagande

L'ECONOMIE LIBEREE

par M. - L. DUBOIN

En vente par correspondance au journal, 22 F pièce, franco. Résumant et actualisant nos thèses, 60 pages, de nombreux graphiques, et très faciles à lire. Un outil de travail simple, court, efficace, facile à utiliser.

Et pour votre réflexion personnelle :

à commander également à la Grande Relève

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000
par M.- L. Duboin

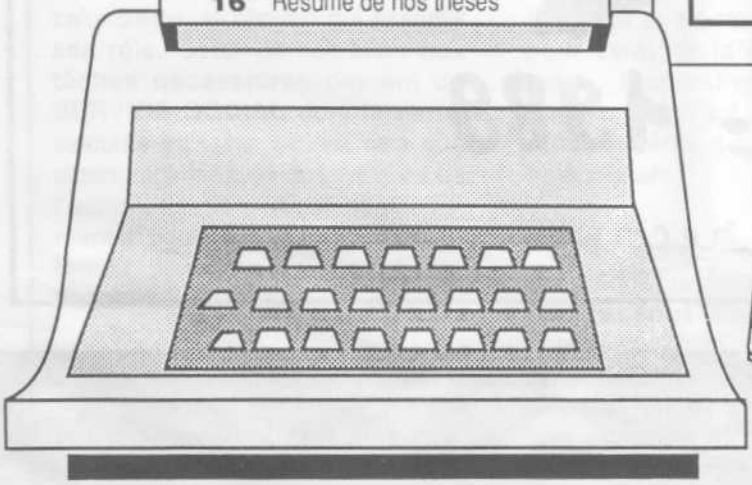
Se lit comme un roman et fait comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative, l'économie distributive expliquée dans les détails.

85 F franco

KOU L'AHURI LES YEUX OUVERTS
par Jacques Duboin

Deux rééditions récentes, toujours d'actualité.

65 F chacune, franco



les mardi et jeudi
après-midi
16 (1) 30 71 58 04

Achetez vos livres et revues dans les librairies vendant la Grande Relève :

- *La Libre Pensée*
  10, rue des Fossés St -Jacques
  75005 PARIS
- *Parallèles*
  47, rue Saint - Honoré
  75001 PARIS
- *LIBRAIRIE NOGOET*
  Rue du Petit Palais
  57000 METZ

Mais si, ça bouge!

par Marie-Louise DUBOIN

Voici qu'à trois mois d'intervalle viennent de sortir deux livres de reflexion sur notre temps qui convergent tous deux vers la même conclusion, très nette :

l'economie distributive s'impose [1]

Leurs auteurs, pourtant, ont des personnalités fort différentes, et ils ont mené leurs recherches de façons presque diamètralement opposées.

André Gorz, ingénieur chimiste de formation, ancien journaliste du *Nouvel Observateur* est devenu, depuis plusieurs années, un philosophe qui vit en retrait du monde journalistique et politique. Il a mené en solitaire sa réflexion sur l'évolution du travail [2], mais en s'étayant sur un grand nombre de lectures, sur celle de Marx, bien-sûr, dont il fait une critique originale, et sur celles de nombreux chercheurs, dont beaucoup sont allemands, d'Hannah Arendt à Max Weber et Jûrgen Habermas.

Jacques Robin, médecin de formation, puis directeur d'une entreprise de production pharmaceutique, est un homme de dialogue qui a fréquenté « les milieux les plus divers en France et dans le monde: médicaux, scientifiques, industriels, politiques, culturels ».

C'est un animateur, un organisateur de rencontres au cours desquelles les disciplines, les cultures, les esprits s'enrichissent mutuellemnt. Il présente son livre [3] comme étant le fruit de ses confrontations, de ses interrogations au contact de nombreuses personnalités, parmi lesquelles il cite, entre autres, Robert Buron, Jacques Attali et René Passet [4], Henri Laborit et Joël de Rosnay, Edgar Morin, André Leroi-Gourhan et Michel Serres.

Certes, pareils contacts peuvent expliquer l'exceptionnelle densité de son livre, mais un aspect particulièrement remarquable de sa personnalité est le don qu'il a de susciter ces rencontres qui enrichissent la réflexion. Alors, quand il termine son livre en exprimant son désir d'élargir à de nouveaux interlocuteurs non seulement la réflexion , mais aussi l'action, tout distributiste est prêt à l'aider.

Justement,une de ces rencontres vient d'avoir lieu à la Villette, dans le cadre de la réflexion sur un « projet de civilisation pour l'Europe » de 1993. De nombreux distributistes sont venus y assister. Ils ont beaucoup apprécié les diverses interventions, dont celle de Jacques Robin, qu'ils ont chaleureusement applaudi. Leur joie culmina au discours de René Passet, tant ils étaient émus de retrouver dans son expression-même, les analyses et les propositions pour lesquelles ils luttent depuis si longtemps. Ils avaient auparavant apprécié le style du message d'encouragement du Président de la République, lu par E. Pisani.

Ce message, puis, quelques semaines plus tard, les invectives de François Mitterand contre l'argent facile, sont-ils de simples propos pour encourager l'électorat de gauche, ou bien seront-ils suivis d'actes, qui prouveront une réelle, et nouvelle, prise de conscience de la nécessité du bouleversement économique qui s'im-pose ? L'avenir nous le dira.

Mais deux livres remarquables en trois mois, une réunion à la Villette et des propos présidentiels télévisés qui tous concluent dans le sens de l'économie distributive, voilà tout de même de quoi répondre à ceux qui disent que malgrè nos solides arguments et nos efforts inlassables « il ne se passe rien ». Il se passe quelque chose : ILS Y VIENNENT !

1) Pour reprendre le titre d'un ouvrage publié en 1950 par Jacques Duboin.
2) « Métamorphoses du travail. Quête du sens », voir l'article intitulé « les nouveaux serviteurs » dans notre n° 872 de Novembre dernier.
3) « Changer d'ére », voir l'analyse ci-dessous, page 9
4) Contrairement à ce qu'on pourrait penser, ce n'est pas René Passet qui fit connaitre l'économie distributive à Jacques Robin. Celui-ci m'a confié avoir été « initié » par son propre père, dans sa jeunesse. C'est peut-être ce qui explique qu'en faisant référence à Jacques Duboin il ne cite, curieusement, que des livres très anciens, publiés de 1934 à 1936 ; il semble n'avoir lu ensuite aucune des études au cours desquelles, de 1936 à 1955, de « Rareté » à « Les yeux ouverts », la thèse s'est étoffée.

Lu, vu, entendu

Un turbo pour les vaches à lait

Sous le titre « Un turbo pour les vaches à lait-L'hormone laitière prête à fonctionner », le journal « La Manche libre » du 1er janvier 1989 publie un article provocateur :
« ...A l'heure des quotas laitiers, voilà que l'on parle d'introduire une hormone laitière sur notre continent. Elle aurait pour effet d'augmenter de 15 à 20 % la production de lait par vache. Quatre sociétés américaines : Monsanto et Elanco, Cyanamide et Upjohn sont sur les rangs, prêtes à commercialiser ce nouveau produit appelé somatropine ou BST... »
Le journal a mené une enquête d'où il ressort que le produit est sur le point d'être autorisé, aux Etat-Unis, dès cette année. Il ne serait pas dangereux pour l'homme et utilisable chez toutes les races laitières. Les autorités de la CEE seront-elles contraintes par la concurrence à s'aligner sur celles des Etats-Unis ?
Les stocks de lait et de poudre de lait que la Communauté a difficilement et partiellement réussi à faire absorber par de jeunes veaux vont-ils se reconstituer à grande allure ? Ou bien faudra-t-il sacrifier cette fois 3 millions de vaches, soit deux fois plus que le nombre de celles qui ont été abattues fin 1988 ?
Article transmis par M. D. Palaiseau.

★★★

D'accord

Le Monde du 8 janvier 1989 résume les opinions que M. Claude Cheysson, ancien ministre des Relations Extérieures, a exprimées le 6 janvier, au cours d'une table ronde organisée par l'Association « Europe Ile-de-France » sur le thème « l'Europe vue par la gauche ».
Entre autres prises de position, M. Cheysson s'inquiète du « glissement vers l'Europe du libre-échange, vers l'Europe de Madame Thatcher ». Il estime que la construction d'une Europe politique est plus que jamais nécessaire pour faire face à l'« Europe des entreprises et du capital ».
Nous sommes heureux de nous trouver pour une fois d'accord sur un point essentiel, avec une personne appartenant aux sphères gouvernementales.
Transmis par P.H. Saint-Mandrier

★★★

Clairvoyance des experts

Oubliant que l'on assainit les marchés, freine la production et subventionne le gel des terres, les journalistes de « Valeurs actuelles » et « le spectacle du monde » ne craignent pas d'affirmer que le socialisme aboutit « à la distribution de ce qui n'a pas été produit » (!). Et l'on peut lire sur le même imprimé : « Notre rédaction compte quelques-uns des meilleurs experts de la politique et de la finance ».
Transmis par P.H. Saint-Mandrier

★★★

La base socialiste s'inquiète des effets de la politique du gouvernement

Nous n'éviterons pas longtemps un débat sur la politique économique, nous ne pourrons pas nous contenter du discours sur la rigueur, nous n'échapperons pas à la nécessité de donner des signes plus concrets à ceux qui nous soutiennent ; nous devrons impérativement prendre en compte l'attente, l'impatience des couches sociales défavorisées.
Ne perdons pas de vue notre stratégie, nos orientations, notre ancrage à gauche ; garantissons-nous de toute dérive qui nous ramènerait trente ans en arrière, à l'époque où la troisième force faisait sombrer puis éclater le courant socialiste et démocratique de notre pays ».
Lettre d'une fédération socialiste aux militants, datée du 2 janvier 1989.

★★★

Libéralisme, mon c... comme eut dit Zazie

« 70 milliards de dollars, c'est le coût estimé de l'effort financier nécessaire pour renflouer les caisses d'épargne américaines en difficulté. A la charge du contribuable... ».
E.D.J. 19/25 janvier 89
Gageons que M. Bush ne tiendra pas sa promesse électorale de ne pas augmenter les impôts !

★★★

Promesse de Président

Mitterrand avait promis de faire baisser les prélèvements obligatoires, bien que Chirac - qui l'avait promis également en 86 - eut échoué dans ce domaine.
Hélas, l'INSEE veille : 45 % en 1988. Toujours plus haut, comme aux Jeux Olympiques.

★★★

Nouveau « plan social » chez Renault

La Régie veut réduire en 1989 un *« sureffectif » de 2.753 personnes. Malgré la progression de ses bénéfices et de ses ventes, Renault entend continuer à resserrer ses effectifs pour améliorer sa productivité.*
Le Monde 26 janvier 1989

★★★

Voiture propre et sale mentalité

A l'unanimité, les partis néerlandais ont approuvé la décision du ministre de l'environnement de stimuler la vente *« voitures propres , en octroyant aux acquéreurs de ce type de véhicule une ristourne sur le surcoût du pot catalytique. Cela a déchaîné les foudres de la Commission Européenne qui a annoncé immédiatement son intention de traduire les Pays-Bas devant la Cour de justice du Luxembourg... sous prétexte d'entrave à la concurrence.*
Le Monde 24 janvier 1989

Productivité ici, concurrence là... Quel monde ! Ah, les bons apôtres

qui nous parlent de la couche d'ozone, des forêts qui se meurent. Mais peugeot et consorts veillent... sur leurs bénéfices.

★★★

Traboulsi et le postier

Un postier de mes amis me montrait récemment sa fiche de paie après huit ans de service : 5.800 francs par mois, nets, soit environ 70.000 francs par an.
Dans le même temps, les médias reprenaient les déclarations de Samir Traboulsi concernant la commission qu'il a touchée pour ses « bons offices » dans la vente de l'American Can à Péchiney : 12 millions de dollars ; pour la commodité des calculs, arrondissons à 70 millions de francs, bien que ce soit en réalité nettement plus !
Combien de gens auront fait ce petit calcul qui laisse pantois : pour gagner ce que Monsieur Traboulsi a empoché avec la seule commission de l'American Can, le postier devrait battre la longévité de Mathusalem (969 ans) et travailler (70.000.000 divisés par 70.000) 1.000 ans, dix siècles. Sans commentaires !
Lettre envoyée au Monde par A. Prime pour le courrier des lecteurs.

★★★

Max Gallo repart à l'attaque

Dans la G.R. de décembre dernier, nous avions, en appui de l'article « Le peuple de gauche floué », donné de longs extraits d'un article de Max Gallo paru dans le Monde du 20 octobre. A nouveau - le Monde du 28 janvier - Max Gallo, pourtant membre du secrétariat du P.S., met en garde contre la politique actuellement poursuivie.
« On se félicite de voir flamber les valeurs de la Bourse (400). La vulgate politique se décline en quelques mots : entreprise, investissements, rentabilité, profit, spéculation, libération du marché des capitaux... Les chefs d'entreprise sont nos héros et nos hérauts. Parfois, ils sont même candidats des socialistes (Tapie). Il y a les « gagneurs » et les « perdants ». Aux uns les honneurs, aux autres le RMI et les restaurants du coeur. La culture d'entreprise vaut la culture tout court. Et celle-ci est un « look » utile pour faire vendre les « produits culturels » et faire tourner les « industries culturelles ».
Aux électeurs de gauche... infirmières, salariés en tous genres à moins de 6.500 francs par mois, enseignants, etc... et aussi (aux) militants qui veulent encore « changer la vie », à tous ceux-là, on demande d'être raisonnables, réalistes, de comprendre les grands équilibres... alors que quelques coups de téléphone suffisent à faire gagner quelques milliards de centimes (aux initiés)... Sommes-nous encore socialistes si nous ne voulons pas garder intact l'espoir d'« autre chose » avec une telle contradiction ?
En cette année du bicentenaire de 1789, il est de bon ton d'exclure Robespierre... l'Incorruptible. Barras, Tallien, Fouché, qui furent plus terroristes que lui ne sont jamais dénoncés. Ils gardèrent leur tête, souvent le pouvoir, et firent de solides fortunes. C'est aussi une culture de gouvernement !

★★★

La sidérurgie « fait un effort », après avoir gagné 4,5 milliards en 1988.

De 1982 à ce jour, selon un responsable Usinor-Sacilor, les effectifs ont été réduits de moitié : de 120.000 à 60.000. Mais ce monsieur déclare sur France-Inter, le 2 février 1989, que « la sidérurgie va devoir encore faire un effort » (sic) en matière de personnel pour rester compétitive : licencier 5.000 ouvriers en 1989 et probablement autant l'an prochain.
Ce sont les patrons qui font l'effort de licencier... Ah, les braves gens !

★★★

Une tendance lourde du capitalisme actuel

C'est une croissance beaucoup plus rapide du profit que du chiffre d'affaires.
Nous avons déjà cité maints exemples. Nouvel exemple : DU PONT et *C°, premier groupe chimique américain. En 1988 : chiffre d'affaires, plus 8 %, bénéfices, plus 23 %. Son Président prévoit une « nouvelle amélioration des bénéfices en 1989 ».*
Ces résultats dichotomiques, nous dira-t-on, sont dus à une « amélioration de la gestion ». En fait, c'est quoi dans la plupart des cas : le remplacement des hommes par des machines. Cela peut provenir encore de la possibilité qu'a eue la firme d'accroitre ses prix de vente sensiblement plus que ses prix de revient, ou des deux combinés.
(D'après les résultats de sociétés. Page financière du Monde du 31 janvier 1989).

★★★

Les bons apôtres des armes chimiques U.S.A.

La police italienne, agissant avec la police américaine et Interpol, a mis au jour un vaste trafic de composants du gaz moutarde partant des Etats-Unis pour aboutir simultanément à l'Iran et à l'Irak, les deux adversaires de la guerre du Golfe.

★★★

R.F.A.

En R.F.A., le groupe nationalisé ouest-allemand Salzgitter, incriminé dans la fourniture de plans à la firme Imhausen Chemie pour l'usine chimique libyenne de Rabta, a reconnu, le 31 janvier, avoir reçu de cette firme, en 1985, une lettre faisant référence « en appendice » à l'usine de Rabta. Jusqu'à présent, le groupe avait toujours déclaré que ces plans lui avaient été commandés pour une usine de Hongkong et n'avoir eu aucune raison de penser qu'ils eussent pu avoir une autre destination.
Par ailleurs, la firme Plato-Kuehn Handelsges MbH, basée à Neustadt (Basse-Saxe), mise en cause par la presse pour avoir aidé l'Irak à effectuer des recherches sur les armes biologiques, a reconnu, mardi, qu'elle avait livré des toxines de champignon à l'Irak.
Le Monde 2 février 1989

LES NOUVELLES SOLIDARITES

par Guy Denizeau

Le numéro du journal « Le Parisien » du 14 décembre 1988 proposait, avec Bernard Kouchmer, Secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire et le Ministère de la solidarité et de la protection sociale, une opération appelée les « nouvelles solidarités », Assises internationales Paris-Sorbonne 9-10-11 janvier 1989.
Il était précisé : « Vous avez des idées pour secourir les exclus ? Des solutions pour permettre leur insertion ? Ecrivez vite! Vos lettres seront étudiées avec soin et transmises à Bernard Kouchner ».
J'ai aussitôt écrit en joignant une documentation sur la monnaie verte. J'espérais une invitation, je ne l'ai pas reçue.
Le 9 janvier, quand je me suis présenté à la Sorbonne, j'ai rapidement compris le malentendu. Mes propositions sortaient du cadre que les organisateurs s'étaient assignés. Seules les suggestions des associations caritatives étaient retenues, j'ai réalisé plus tard pourquoi. Elles sont le partenariat privilégié, exclusif, admis à coopérer avec le gouvernement.
La solidarité, soit : mais sous la forme unique de la charité.
Démuni d'invitation, il m'a fallu ruser pour franchir les halls et les portes d'entrée défendus par des cerbères qui fouillaient et filtraient les invités pourtant sélectionnés d'avance.
Nous étions là pour une table ronde, c'est à une formidable mascarade que nous assistions.
En trois jours, nous avons entendu cent orateurs expérimentés, Mmes et MM. Mitterrand, Rocard, Fabius, Kouchner, Chaban, Evin, Méhaignerie, Simone Weil, d'autres encore sachant capter rapidement l'attention de leur auditoire. Mis à part Harlem Désir et l'Abbé Pierre, peu de choses très intéressantes ont été dites.
Le jargon technique des hauts fonctionnaires est une distraction vite lassante et peu édifiante. Quand l'Abbé Pierre s'est écrié : « Je voudrais bien savoir combien a coûté la guerre d'Algérie, et pourquoi on ne trouve pas l'argent pour faire la guerre à la misère ? » Un tonnerre d'applaudissements a salué ces propos.

Les parlementaires et les fonctionnaires des ministères n'ont pas bronché. Quelques minutes suffisent pour apaiser les consciences dans ce cas et le train-train reprend vite son cours. N'étaient présents ici que des premiers de la classe attentifs et béats, malgré la vigueur et la véracité de ces propos, ils n'allaient pas faire de vagues.
Ah ! que les mots TRAVAIL, HONNEUR, DIGNITE sonnaient bien dans cette salle magnifique.
M. Rocard parla même de révolution véritable à propos du RMI. La distribution d'un authentique pactole ne lui aurait pas inspiré de mots plus ronflants. Hélas, moi dont l'esprit est toujours mal tourné, je constatais que prononcer le mot froid n'enveloppe par le bavard de son frisson si désagréable, de sa morsure si cruelle des extrémités des membres. Prononcer le mot FAIM n'en cause pas les affres, pas plus que celui de MISERE ne tourmente les tripes des orateurs.
Quant à quitter cette salle prestigieuse pour aller chez les miséreux, les visiter dans leurs taudis ou leurs abris de fortune où ils trouvent une protection illusoire contre les intempéries, personne n'aurait osé en faire la proposition.
Les bancs où nous étions assis étaient durs, mais l'atmosphère de la salle était douillette. Si parfois, on a parlé avec intérêt des miséreux, des exclus, des nouveaux pauvres, on a bien senti qu'ils sont un peu coupables de leur état ; le ton était souvent celui du paysan parlant de son troupeau de moutons. Faisons exception pour certaines organisations dont les délégués ont dû beaucoup souffrir de l'ignorance des pouvoirs publics.
Il est bien pénible de parler de ces gens-là, ils nous dérangent, il serait plus agréable de penser au soleil de la montagne ou des Seychelles. Approfondir leurs problèmes, cela finit par assombrir le moral. Heureusement, à l'extérieur, pas un mendiant n'était repérable à un kilomètre à la ronde. Bravo le service d'ordre.
Ainsi donc la charité n'a jamais résolu le problème de la misère, c'est pourtant cette voie que choisit le gouvernement. La solidarité, la vraie SOLIDARITE, celle qui arrêterait le processus d'exclusion et de marginalisation, peut encore attendre. Les faits permettraient une solidarité véritable, mais la majorité des cervelles humaines n'est pas prête. Mieux vaut répéter qu'il y a toujours eu des riches et des pauvres, qu'avec nos mille associations caritatives, nous possédons une armée de vaillants soldats pour combattre (bénévolement) la misère.
J'aimerais terminer sur une note d'espoir au profit des plus démunis. Je dois y renoncer. Avec les « nouvelles solidarités », le gouvernement a réussi à exalter les troupes des associations charitables, à relancer leur ardeur, à gagner leur estime en répétant qu'elles sont des partenaires admirables.

C'est clair, on évacue pour un temps le problème de la pauvreté et de la faim en France. Bâillonner les EXCLUS dont la voix timide, teintée de honte est pourtant bien faible, cela suffit momentanément au capitalisme dont l'ambition est de gagner du temps. Depuis toujours, il trouve la complicité intéressée, consciente, servile ou bonnasse dont il a besoin pour durer. Le conformisme et les traditions font le reste.
Et les médias, demandez-vous ? Ils étaient tous là, muets, attentifs, affairés. Il n'y eut pas de vagues.
Quant à nous, nous ne sommes pas dans le bon camp. Notre sommeil promet d'être longtemps troublé.
Un intervenant a proposé la construction dans chaque ville et village d'une maison de la Solidarité. Je me suis mis à rêver : à la monnaie verte qu'on pourrait y délivrer, à l'information qu'on pourrait y dispenser, à l'environnement éducatif qu'on pourrait y déployer. L'A.N.P.E. pourrait y siéger. Le « sacrifice » d'un avion de combat pourrait suffire à cet équipement national, mais n'est-ce pas là un mirage ! Pareille réalisation serait du socialisme. D'autre part, depuis les dernières élections présidentielles, le Bon Dieu s'est fixé chez nous en France et le propre du Bon Dieu n'est-il pas d'accomplir des miracles ?

★★★

Corroborant ce que dit notre camarade Denizeau, le « Monde Affaires » du 28 janvier 1989 a publié dans sa rubrique « à suivre » les quelques lignes suivantes, bien révélatrices :
« Charité bien ordonnée »
Depuis que la charité est devenue un « business », parfois un « show bisiness », Bernard Kouchner s'est imposé en expert, de Médecins sans frontière à Médecins du monde.

Secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, il a réussi une grande opération médiatique avec le colloque consacré aux « Nouvelles Solidarités » qui s'est tenu à la Sorbonne du 9 au 11 janvier. En y faisant intervenir Simone Weil, Jacques Chaban-Delmas, Pierre Méhaignerie, Jean-Pierre Soisson et quelques autres aux côtés de ministres socialistes, il a réussi mieux. L'ouverture prenait un air d'opéra.

Mais le final est au moins aussi grandiose. Avec toutes les contributions rassemblées, et qui n'était pas disponibles lors de ces journées, Bernard Kouchner sort un livre, le 24 janvier, publié aux éditions Syros. Son titre ? revenu minimum : réussir l'insertion. Son thème ? La pauvreté et l'exclusion... Apparemment pas pour tout le monde !

Sale fric et fric sale

par André Prime

Certes, de tout temps, on s'est servi de l'argent pour acheter, corrompre, assassiner... Il est aujourd'hui à peu près établi, par exemple, que la victoire de Valmy a été achetée à Brunswick avec... 5 millions de livres et des diamants de la fabuleuse collection de Marie-Antoinette, dont le célèbre Diamant Bleu de la Toison d'Or, retrouvé effectivement dans les coffres du Duc après sa mort en 1806.

Mais l'essentiel n'est-il pas que Valmy reste la première grande victoire de la République, fille de la Révolution, qui a jeté l'absolutisme par-dessus le moulin. Je ne voudrais pas porter une ombre inutile sur le Bicentenaire et j'applaudis avec Goethe qui était à Valmy : « D'aujourd'hui et de ce lieu date une ère nouvelle dans l'histoire du monde ». C'était bien une révolution et non une simple révolte (1).

Je ne sais ce qu'embrassait en 1792 la vision de Goethe, mais il est remarquable, pour nous distributistes, que la deuxième grande Révolution, celle des progrès techniques - sans qu'elle ait de liens patents avec la première - ait pris son envol à peu près dans le même temps (2).

Or, deux cents ans après, comment sont traduits dans la réalité, les généreux principes de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, relayée par la Déclaration universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948, dont on vient - avec quelle solennité ! - de fêter les quarante ans !

Ce qui importe, ce n'est pas le « cinéma » Jack Lang - en compagnie de Delon - dans « Questions **à domicile**, dans la salle du Jeu de Paume à Versailles, s'il vous plaît !), c'est l'état économique et social des pays qui se réclament si fort des principes de 1789. J. Lang n'a pas parlé des 2.650.000 chômeurs de France dont plus d'un million non secourus (3).

C'est qu'après deux siècles, alors que la grande révolution technique permettrait de concrétiser les ambitions de la grande Révolution de 89, le sale fric et le fric sale empêchent l'humanité d'entrer dans la Terre Promise, pourtant à portée de main. On peut même dire que le règne du fric atteint, en ce moment crucial pour le destin de l'homme, son apogée.

Je pense qu'il y a plus qu'une nuance entre sale fric et fric sale, mais les deux conjugués font le malheur de notre temps.

Sale fric, celui qui ne sert que l'appétit de puissance, de jouissance de quelques-uns, qui ne produit rien, qui se gagne en quelques heures, quelques jours, comme les 400 à 700 millions raflés par les condottieri qui se battent autour de la Société Générale. Sale fric, ces millions gagnés par les « initiés » : de gauche comme de droite, dans l'affaire Péchiney-Triangle. Sale fric encore, le contrat qui accorde au responsable musical de l'Opéra-Bastille - Opéra populaire à ce qu'on nous dit - 8 millions (exonérés d'impôts par Juppé) plus voiture, appartement, déplacements avion pour deux personnes et ce, pour 4 mois de travail ; quand 10 millions de travailleurs, comme l'a reconnu Rocard lui-même, gagnent 6.000 francs ou moins par mois !

Dans le même domaine, sale fric, les cachets des stars du cinéma - 4 à 6 millions par film - alors que les cinéastes s'en vont pleurant partout que le cinéma se meurt. Sale fric, les salaires des vedettes d'une Télé qui trop souvent n'offre à son public que des spectacles minables, alors que c'est ce public qui paie, directement par la taxe ou indirectement par la publicité incluse dans le prix des produits.

Fric sale, ces commissions de 10 à 20 % versées à Samir Traboulsi, passage obligé parait-il pour toutes les ventes d'armes au Moyen Orient : ce qui lui a valu d'être décoré de la Légion d'Honneur par Bérégovoy en présence de 40 invités de marque ; tant il est vrai que la Légion d'Honneur a été créée en 1802 par Bonaparte pour récompenser les mérites civils et militaires...

Fric sale, bien sûr ces milliards gagnés par les maffiosi de la drogue qui ruine tant de jeunes santés ; mais bien plus encore, fric sale, ces mêmes milliards qui auraient du mal à s'écouler s'ils n'étaient blanchis par « l'Establishment » bancaire américain ou suisse ; la Suisse, dont le Ministre de la Justice doit démissionner parce que précisément son mari banquier participe à ce petit trafic (bien qu'il le nie évidemment) et que sont protégés les maffiosi qui séjournent dans ce pays « bien tranquille » ; sur la fiche de l'un d'eux, il était noté : « Ne pas arrêter ».

Fric sale, celui dont la société Recruit, au Japon, a bourré les poches d'hommes d'affaires et de politiciens au point que trois ministres, dont ceux des finances et de la justice (tiens,comme en Suisse !) ont dû démissionner. Mais le premier ministre, dans le coup également, est toujours là. Notons que l'ancien premier ministre est aussi mouillé...
Comme ils sont beaux ces représentants du peuple, ces ministres de la « Justice » !

Fric sale, celui de ces industriels allemands, couverts jusqu'à l'extrême limite par leur « honorable » Chancelier, qui ont permis que l'Irak utilise **dans l'impunité et à plusieurs reprises** des armes chimiques contre l'Iran et les innocentes populations kurdes. A la vue insoutenable des victimes montrées à la Télévision, dont beaucoup de femmes et d'enfants, gageons que ces industriels ont pu continuer, l'âme sereine, à caresser leurs enfants, leur chat... Quelle différence avec les bourreaux des camps de la mort ? Et les bonnes affaires continuent en Lybie.

Fric sale, ces sommes fabuleuses dépensées par les sponsors de rallye quand un motard, comme dans le Paris-Dakar, peut envoyer des enfants à l'hôpital et continuer sa course, ou pire, dans un récent rallye, un chauffard tuer deux personnes et rester en piste. Fric oblige.Fric sale, celui qui permet d'assassiner l'écolo qui s'opposait au défrichage sauvage de la forêt amazonienne.

Ce ne sont là que quelques exemples. La liste est si longue qu'on

ne parviendra jamais à la rendre exhaustive. Telle est la société que secrètent les pays - tous les pays - où l'argent ne sert pas à transférer les biens produits aux consommateurs.

Jamais sans doute autant qu'en cette fin de siècle, et plus précisément en cette année du Bicentenaire de la Révolution française, les milliards médiatisés n'ont donné une telle nausée.

La gauche elle-même est éclaboussée : Boublil passe ses vacances sur le yacht de Traboulsi et il s'étonne qu'on parle d'affairisme de gauche et de gauche-caviar ! Pendant ce temps-là, les braves militants « de base » collent les affiches de ces messieurs.

Quand les millions de chômeurs, les sans-droits surtout, les 10 millions de travailleurs quasi-smicards ouvriront-ils les yeux, à défaut de pouvoir connaître l'économie distributive, et balaieront-ils, comme leurs pères de 1789, les « princes » qui ne produisent rien mais les maintiennent, par politiciens interposés, dans une vie morne, et sans issue dans un régime marchand ?

La Bastille de 1989, c'est la Bourse (4). Jeunes Abondancistes - nous avions 20 ans -, nous passions un soir devant la Bourse. Mon ami me dit : « C'est elle qu'il faut raser. Ce n'est qu'après que l'Economie distributive pourra voir le jour ». Quarante ans après, la Bourse est toujours là, solide apparemment : à nous d'ébranler, par une inlassable propagande, l'édifice, en attendant le séisme qui le balaiera et permettra d'édifier, avec les pierres du Temple, une deuxième colonne surmontée cette fois d'un génie de l'EGALITE (5).

(1) Lors de la prise de la Bastille, le « bon Louis XVI » s'inquiète auprès du Duc de Liancourt, grand Maître des cérémonies : « c'est une révolte » - « non, Sire, répond le Duc clairvoyant, c'est une révolution ».

(2) 1769, première machine à vapeur de Watt et fardier de Cugnot.

(3) Article 23 : « tout homme a droit au travail... et à la protection contre le chômage. Quiconque travaille a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant, ainsi qu'à sa famille, une existence **conforme à la dignité humaine** et complétée, s'il y a lieu, par tous autres moyens de protection sociale ».

(4) Depuis le Krach de 1987, la Bourse a déjà repris 66 %.

(5) La colonne de la Bastille porte un génie de la Liberté.

Le lundi 6 mars 1989 de 19 à 21 heures

"1789 - 1989 - PASSE, PRESENT ET AVENIR de l'ECONOMIE"

par Michel BLANCHET

"LES RAISONS DE PRODUIRE, CONSOMMER ET VIVRE AUTREMENT"

par Charles LORIANT

Le jeudi 9 mars de 16h à 18h30

"LA COMMUNICATION, OUTIL DU CHANGEMENT GLOBAL DE SOCIETE".

"METHODES ET MOYENS POUR PASSER DE L'ECONOMIE MARCHANDE A L'ECONOMIE CONVIVIALE"

par Charles LORIANT

Salon "Vivre et travailler AUTREMENT"
Espace Austerlitz - 30 Quai d'Austerlitz PARIS 13ème

bloc notes

ASSOCIATIONS

EDEN
Equipes pour la diffusion d'une Economie Nouvelle :
2, rue Berthe-de-Boissieux
GRENOBLE

G.S.E.D
Groupe des Salariés pour l'Economie Distributive, 11, rue St Vincent-de-Paul 13004 MARSEILLE

ADN PLANETE EN DANGER
1, rue Jouxt Aigues
31000 TOULOUSE - Tél : 61.25.02.32

103 MAN
Mouvement pour une alternative non violente
39, Rue Peyrolières
31000 TOULOUSE - Tél : 6122.42.78

CITOYENS DU MONDE
15, rue Victor Duruy
75015 PARIS

UNION PACIFISTE
4, rue L. Hoche, 92100 BOULOGNE

REVUES

SCIENCE CULTURE INFO
Lettre mensuelle publiée par le
GROUPE SCIENCE CULTURE
1, rue Descartes, 75005 PARIS

L'HOMME LIBRE
B.P. 205 - 42005 SAINT-ETIENNE

FACETTES
Une revue pas comme d'habitude
Spécimen contre 35 F.
56, rue de Tassigny
94700 MAISONS ALFORT

LA LUCARNE
Mensuel édité en Belgique
11, rue du Monnel, 7500 TOURNAY

TAM-TAM
33, rue de Rénipont
1328 OHAIN (Belgique)

INFOR VIE SAINE
127, rue de Fernelmont
5020 CHAMPION (Belgique)

RENAITRE 2000
André Dumas, av. des Sablons
77230 DAMMARTIN-EN-GOELE

Une bouffée d'air frais

par Marie Louise DUBOIN

« Une économie au service du développement des hommes, au lieu de les asservir à sa propre croissance ; une démocratie en marche pour civiliser notre monde d'injustice ; un infléchissement de nos comportements agressif ; et la pratique pour chacun d'une éthique qui l'ouvrirait aux intérêts d'autrui et aux comptes de la nature... »

Ce résumé des propositions contenues dans le livre que vient de publier Jacques Robin, intitulé « changer d'ère » (*) ne pourra que séduire les lecteurs de la Grande Relève, puisque ceci résume bien l'idéal pour lequel ils militent depuis plus d'un demi-siècle.

Reprenant l'idée de J. Duboin que l'espèce humaine est en train de vivre une véritable mutation, J. Robin place l'origine de cette mutation dans le changement dans la nature même des technologies récemment mises au point. J. Duboin parlait de la relève des hommes par la machine, J. Robin montre le pouvoir nouveau que l'homme vient de s'attribuer : celui de modifier la nature, celui de véritablement créer ce que la nature n'avait pas inventé. Ce pouvoir va donc bien au-delà de l'économie de l'énergie humaine dans la production des biens de consommation. Car l'homme vient, il y a peu, de percer le secret des codes de la nature. Et le médecin de formation qu'est J. Robin est frappé par les conséquences incalculables de découvertes de cette envergure : il s'agit d'une révolution sans précédent non seulement dans le domaine industriel, par la possibilité de fabriquer de nouveaux matériaux sur mesure, aux qualités adaptées, avec précision, aux besoins ; dans la production agro-alimentaire, qui devient à coup sûr potentiellement capable d'écarter tout risque de pénurie ; dans la production pharmaceutique, qui en mettant au point de nouveaux médicaments et de nouveaux vaccins, ouvre de grands espoirs. Mais J. Robin n'est pas un médecin enfermé dans sa spécialité. C'est un homme qui réfléchit et il interroge : en acquérant l'exorbitant pouvoir de programmer du vivant, l'homme est en passe de devenir le promoteur de l'évolution sur la terre, mais au nom de quoi, comment, dans quel but utilisera-t-il son pouvoir d'intervenir sur son propre patrimoine héréditaire ?

C'est cette réflexion qui est sans doute à l'origine du gros travail que J. Robin nous présente. Car l'ambiguité entre la puissance que l'homme a sû acquérir et l'inconscience avec laquelle il risque de l'utiliser est son souci majeur, sous-jacent tout au long de son livre. Quiconque sentant que notre époque est à un tournant de l'histoire, ne peut échapper au besoin de s'appuyer sur une rétrospective, pour faire le point J. Robin met à profit son étonnante érudition pour tracer l'histoire du vivant sous un jour nouveau : celui des trois facteurs qui déterminent l'évolution : depuis l'apparition d'une auto-régulation des premières cellules jusqu'aux vertébrés un seul joue un rôle : le savoir-faire biologique. Puis la culture, au sens le plus large du terme, et enfin la technique sont les deux autres facteurs qui ont contribué à l'évolution vers l'Homo sapiens. A ce stade apparait un déséquilibre : en ce sens que le facteur biologique joue un rôle beaucoup moins important que la culture et la technique. On lira avec intérêt les arguments sur lesquels J. Robin s'appuie pour étayer sa thèse. Son analyse mène à une interprétation originale mais convaincante de « ce qu'on appelle la crise » (pour reprendre ici un titre connu des distributistes). Pour lui, la crise actuelle de l'Occident, depuis, chiffre-t-il, les années 70, c'est le résultat de la rupture d'un équilibre millénaire entre les rôles joués respectivement par la biologie, la culture et la technique. Et ceci va très loin, car c'est la culture qui est en danger, au bénéfice d'une « techno-science » (une « science sans conscience ») qui serait même capable d'asservir la biologie. Tel est bien le risque majeur de notre époque, alors, précisément, que les physiciens, les astro physiciens plus précisément, viennent de montrer que l'univers n'a pas un destin pré établi. A l'heure où nous venons d'acquérir la maitrise de l'avenir de notre planète, allons-nous perdre conscience de la responsabilité que cette maitrise nous confère ?

Le livre de J. Robin est d'une telle richesse qu'il est impossible d'en signaler seulement toutes les pistes de réflexion qu'il ouvre. C'est un livre que liront avec enthousiasme tous les distributistes. Ils en seront récompensés par la joie de voir qu'une si profonde réflexion amène son auteur à leurs propres conclusions : Trois scénarios sont aujourd'hui possibles. 1. Laisser faire, continuer sur la voie tracée par l'idéologie dominante, c'est la catastrophe à court terme. 2. Essayer de pallier aux dangers les plus évidents, les plus immédiats. C'est reculer un peu l'échéance de la catastrophe. 3. Redresser la barre pour « sortir du néolithique » dit J. Robin. Pour cela, quatre impératifs : d'abord rendre à la fonction économique son véritable rôle : être au service des besoins des êtres humains à terme ; l'économie distributive, comme le dit clairement J. Robin. Puis changer les comportements pour en réduire l'agressivité, inventer une véritable démocratie et enfin créer des instances éthiques auxquelles les applications techniques des sciences devraient être soumises.

Mais comment y arriver ? J. Robin répond : en donnant la parole aux minorités, en favorisant l'émergence de groupes sociaux originaux, en donnant des moyens à des associations, à des fondations, à des O.N.G., en motivant les citoyens pour qu'ils « participent ». L'auteur ajoute « il serait facile de se donner, grâce aux technologies informationnelles, de nouvelles règles du jeu » en matière de décision. « Deux... propositions pourraient en une petite décennie transformer la situation » : « permettre à un nombre croissant de citoyens bien informés de participer aux grands choix de société » et « faire éclater la classe fermée des décideurs », en particulier en s'opposant à la délégation prolongée de leurs pouvoirs, et en favorisant les contre-pouvoirs de la société civile.

Suite page 10

A PROPOS DE GUSTAVE RODRIGUES

Un commentaire d'Henri Muller sur l'article de D. Bloud, paru dans la Grande Relève de décembre 1988.

Il y aurait toute une thèse à écrire sur les origines du Distributisme. L'article de Denis BLOUD a propos de Gustave RODRIGUES, m'a conduit à exhumer un numéro de NOUVEL AGE, journal de Georges VALOIS (1), daté du 28 février 1937 présentant un plan d'organisation d'économie distributive assorti d'un avant propos faisant état du livre de G. Rodrigues : le Droit à la vie.

L'itinéraire politique de G. VALOIS, très aventureux, a été retracé dans « L'Homme face à l'argent » G. Rodrigues, fervent distributiste lui était associé à NOUVEL AGE.

L'analyse de RODRIGUES, telle que Denis BLOUD la rapporte, n'a pas pris un pli depuis 53 ans. On relève toutefois quelques propos sujets à caution, notamment la certitude d'une substitution, dans tous les domaines, du travail de la machine à celui des hommes, le recensement des besoins et des quantités qui leur font face, l'ajustement mathématique des revenus distribués à la valeur de la production à distribuer, valeur impliquant un système de prix dont Rodrigues ne souffle mot.

Il est facile d'imaginer sur le papier un modèle de société idéale. Sur le tas, les choses changent. Elles prennent un sens concret, posent des problèmes précis qu'il faut saisir à bras le corps. Il faut savoir rendre parfois des points aux adversaires de bonne foi qui tous, ne sont pas fatalement des imbéciles, des ânes bâtés, loin s'en faut. Ils ont été formés au moule du classicisme, ont hérité d'œillères qui leur cachent tout un pan des réalités quotidiennes. Ils sont enfermés dans un cocon, celui des idées reçues, imperméables aux apports extérieurs, enclins à porter un jugement à priori, sommaire, sur les idées qui dérangent leur confort d'esprit.

Je ne crois guère à l'écroulement naturel des institutions capitalistes. Celles-ci perdureront tant que subsistera le dernier carré de leurs profiteurs assurés de leur nécessaire et de leur superflu.

Je crois davantage aux effets d'une pollution conséquence d'un progrès dominé par le conflit rentabilité-utilité, une pollution galopante qui n'épargnera quiconque, obligeant à un choix, à une révision déchirante des dogmes, les nantis craignant cette fois, non pour leurs biens, mais pour leur vie, leur précieuse santé. C'est dire que l'accouchement d'une société nouvelle ne se fera pas sans heurt. Tout au plus avait-elle de bonnes chances au sein des Etats déjà socialisés, mais cet espoir s'efface avec la Pérestroïka.

Livrées aux propagandes décervelantes, les foules sont trop amorphes pour réagir collectivement contre les injustices, contre les frustrations. Ceux qui n'ont plus rien à perdre sont minoritaires au regard de l'ensemble d'une société vouée à la médiocrité, une médiocrité rendue supportable pour le nombre de ceux qui parviennent à se « débrouiller » plus ou moins : doubles salaires, travail au noir, petits métiers, loto, roue de la fortune, machines à sous, fraudes, trafics, endettement à perpétuité, mendicité, escroqueries, jeux, clients des associations charitables, sans illusions sur les chances de changer la société. En dernier ressort, la guerre remet les compteurs à zéro et la BOURSE fait toujours de l'Or. Apparemment le capitalisme est bien protégé, invulnérable.

(1) lui aussi

Suite de la page 9

En France, il faudrait, par exemple, rendre aux instances telles que le Commissariat général au Plan et le Conseil économique et social la possibilité de jouer le rôle pour lequel elles ont été créées... « Il faudra bien » insiste J. Robin « qu'elles se transforment non seulement dans leurs modes de fonctionnement, mais dans leurs façons mêmes de se penser ».

Il faudrait, il faudra bien... Voeux pieux que nous ne pouvons qu'approuver. « Mais », dit J. Robin sans suffisamment insister, « ce sont les puissances économiques du système actuel qui prennent en main les opérations ». Et c'est là que le bât blesse et on reste sur sa faim. J. Robin assimile la techno-science à ceux qui pour en profiter imposent des règles économico-financières parfaitement arbitraires mais tabous : personne n'en parle, pas même J. Robin. Il faut une éthique sur mesure à notre société en grand danger. Mais les princes qui la gouvernent n'ont aucune éthique, ils obéissent à des lois dites économiques dont ils ne connaissent ni l'origine, ni le sens, et qui les obligent à ne jamais les remettre en cause... Comment J. Robin fera-t-il pour mobiliser un nombre suffisant de citoyens conscients pour mettre en cause ce système aberrant ? Reussira-t-il à faire adopter par l'Europe un véritable projet de civilisation ?

Nous ferons, en tout cas, tout ce que nous pourrons pour l'y aider...

(*) Aux editions du Seuil.

GREVE DANS LES SERVICES PUBLICS

par René Marlin

Le taux de chômage pèse évidemment sur la propension des salariés à se mettre en grève. La diminution artificielle de ce taux, aux Etats-Unis, effraie les boursiers car il est synonyme de plus de revendications, d'augmentations de salaires et de moins d'argent pour les entreprises et donc les actionnaires. En France, les travailleurs du secteur public, dont les emplois sont moins menacés, restent encore en mesure de défendre leurs intérêts par ce moyen. Sont-ils pour cela des privilégiés ? des nantis ? Le choix public-privé, lorsqu'il est possible, au début d'une vie, met en comparaison des avantages et des inconvénients : intérêt du métier, niveau des salaires, avantages sociaux, rapidité d'avancement, âge et valeur de la retraite, liberté d'action et d'expression, sécurité de l'emploi, etc... qu'il est injuste de séparer suivant la conjoncture. Celui-là qui a fait une carrière brillante avec de forts revenus dans le commerce ou l'industrie, pendant des dizaines d'années, est-il fondé à se plaindre en cas de faillite ou de licenciement et à accuser cet autre qui a joué la sûreté ? Là comme ailleurs, le profit n'est justifié que par la concurrence et le risque. Vouloir l'un sans les autres est inadmissible.

Questions préliminaires

Fin 1988, certains services publics ont cessé de fonctionner et ont gravement perturbé les Français. Il n'est peut-être pas inutile d'y revenir car beaucoup d'éléments essentiels ont été cachés dans le consensus mou qui prévaut entre les partis et les journalistes.

D'abord la loi prévoit un préavis. Pourquoi ce délai n'est-il presque jamais utilisé afin d'engager les négociations au plus vite alors qu'il a été conçu pour cela ? Pourquoi faut-il que le conflit durcisse et devienne gênant pour que les pourparlers commencent vraiment ?

Bien sûr, cette remarque n'est pas valable lorsque le mouvement prend des formes sauvages et que la loi n'est plus respectée. C'est parfois inévitable dans un tel contexte. Mais là, le pouvoir sait bien obtenir des jugements en référé et faire évacuer les ateliers occupés, à l'exemple de Rueil et Boulogne, de la RATP, le 25 novembre 1988.

Ensuite, les clients du secteur public sont-ils bien les « otages » que tous les médias et les ministres plaignent si complaisamment ? M. Delebarre se présentant comme le ministre des usagers, déclare le 25 novembre 1988 : « .. Prendre en otages, chaque jour, plus d'un million de personnes est un chantage inacceptable ! ».

En fait, dans ce système que, je le précise bien, nous réprouvons, les citoyens sont juridiquement les patrons des salariés du service public, puisque ce dernier est « étatisé » et que les électeurs ont choisi, indirectement, mais choisi, les ministres de tutelle. Rien de plus normal donc que les clients-usagers-patrons pâtissent des effets de la grève. C'est si vrai que des sondages réalisés durant les événements ont fait apparaître qu'une majorité de la population n'était pas d'accord pour satisfaire les revendications avancées. L'hypocrisie est à son comble lorsque les grands commerçants du centre qui bénéficient en permanence des transports publics sans les financer plus que les autres citoyens se plaignent et menacent. Quant aux boutiquiers « de proximité », ceux-là ne se félicitent pas très bruyamment de bénéficier de la situation.

La vérité des prix

Bien entendu, rien n'est simple et au-delà de cette réflexion qu'il ne faudrait néanmoins pas négliger, d'autres données ne doivent pas être oubliées. Notamment celle-ci : par démagogie et par crainte du cycle infernal de l'inflation, tous les gouvernements, depuis 1945, et même avant, ont habitué les Français et beaucoup d'autres à ne pas payer le véritable prix des services publics. Les recettes directement perçues par la RATP auprès des voyageurs sont de l'ordre de 35 % des charges d'exploitation et encore faudrait-il faire intervenir le remboursement à 50 % des cartes oranges par les employeurs (1) et les investissements lourds.

Un tableau très simple montre l'étendue de la disparité :

	Prix		
Années	Ticket métro	Journal	Timbre poste
1900	0.15 F	0.05 F	0.15 F
1938	1.10 F	0.50 F	0.90 F
1988	3.00 F	4.50 F	2.20 F

Ainsi pour un service incomparablement amélioré en étendue dans le temps et l'espace et en fréquence, le voyageur de métro paie son journal 50 % de plus que son ticket, alors qu'il le payait plus de deux fois moins en 1938 et trois fois moins en 1900.

Le gouffre est devenu si profond qu'aucun gouvernement ne pourrait maintenant revenir à la vérité des

prix sans être immédiatement balayé. Aucun transport public terrestre dans le monde n'équilibre d'ailleurs actuellement son budget. Comment les entreprises peuvent-elles donc subsister ? Les collectivités comblent la différence mais avec parcimonie. Comment les employés n'en subiraient-ils pas les conséquences ?

La politique de l'indice et ses victimes

Dans le tableau ci-dessus figurent, et ce n'est pas un hasard, deux des principales catégories des récents grévistes : postiers et transporteurs parisiens. Ils ont un grand handicap : leurs tarifs sont dans l'indice mensuel des prix à la consommation ! Cet indice dont les variations mesurent, paraît-il, l'inflation, mais aussi après calculs, les « performances » de l'économie française : croissance, exportations et importations, commerce, balance des paiements, PIB, PNB, etc...; en fait, l'échec ou la réussite d'un gouvernement. Donc inutile de préciser que tous les ministres surveillent jalousement l'indice. Ce n'est pas l'objet de cet article que de montrer les pressions, manœuvres, omissions, qui se glissent dans ces statistiques apparemment irréprochables. Constatons seulement que les prix suivis par ce moyen varient peu : 3,1 % en 1988 alors que de notoriété publique, le « coût de la vie » a augmenté beaucoup plus. Toutes les statistiques citées sont donc volontairement trompeuses.
Les salariés victimes de ce blocage de fait sont forcément ceux qui se révoltent par le seul moyen à leur disposition : la grève. Ajoutons-y les personnels soignants dont les tarifs sont en plein dans le fameux trou de la Sécurité Sociale qui est toujours un précipice lors des estimations relayées à grand fracas par les médias et qui se réduit à un caniveau, et encore ne provient-il que des charges indues, au moment de la clôture des exercices. Quoiqu'il en soit, les infirmières et les médecins des hôpitaux ont supporté depuis longtemps ce même sacrifice.
Ajoutons, pour être complet, les enseignants sacrifiés depuis longtemps ; passés en moins d'un siècle de l'état de notables à celui de domestiques, pour la seule raison que la nation en supporte directement la charge.
Les contradictions du libéralisme finissant ne sont évidemment pas pour rien dans ces mensonges. Si l'Etat doit être géré au meilleur coût, les services publics ont un prix de revient que les citoyens ont été trop habitués à ne pas apprécier. D'où l'énorme décalage actuel.

La sécurité

Malgré l'autre illusion cultivée par les journalistes : la sécurité des transports, comme toute œuvre humaine, ne peut malheureusement pas être absolue ; il convient néanmoins, bien entendu, de s'en rapprocher au maximum. Les londoniens paient cher en vies les excès d'économies du thatchérisme dans ce domaine. La SNCF, bien que plus modérée, n'équipe pas, surtout ses lignes secondaires, des systèmes de signalisation les plus récents. Trop de voies uniques, de passages à niveaux de systèmes de freinage archaïques subsistent encore. Les derniers accidents ferroviaires en sont, en partie, la conséquence. Il faudrait y ajouter le fossé d'incompréhension entre les dirigeants et des cadres qui subissent une éducation de plus en plus abstraite et une base forcément confrontée avec la réalité la plus quotidienne pour expliquer plus en profondeur l'insécurité des transports. Mais revenons à notre sujet principal pour reconnaître que les directions sont justifiées d'interrompre complètement le service sur une ligne dont le matériel ne subit pas l'entretien périodique prévu. La périodicité est forcément fixée arbitrairement. En d'autres temps, elle aurait été simplement allongée et le matériel aurait continué à circuler. Comprenons ceux qui n'ont pas voulu courir ce risque.

Commerciaux et techniciens

Autre particularité de ces mouvements : la revanche des techniciens au sens large. Là encore, nous ne pouvons qu'effleurer le sujet. La mécanisation et l'automatisation ont contribué à dégrader encore leur image qui, dans la société française, était déjà très altérée. Méprisés, car sales et les mains dans le cambouis, les ouvriers de production et de maintenance, de moins en moins nombreux, devenaient des ombres ignorées. Les professions avouables étaient celles du commerce, de la banque, des affaires, de l'informatique, de la communication et de la publicité.
Le paradoxe s'affirmait : durant le temps de la grève et des accidents, la SNCF se ridiculisait en continuant à affirmer partout le slogan publicitaire « c'est possible ».
Les conducteurs toujours favorisés car capables d'arrêter directement le métro obtenaient, sur le RER, une prime de mise en service d'un système d'aide à la conduite (SAGEM) destiné à assurer une fréquence de 2 minutes capable d'écouler, provisoirement, le trafic des voyageurs. Les techniciens et ouvriers d'entretien dont la compétence technique était de plus en plus pointue furent laissés dans l'ombre de leurs ateliers. Ils ne l'ont pas admis. Comment ne pas les comprendre ?

La politique

Dans les situations critiques, comme l'état actuel du système capitaliste, la désaffection syndicale et les luttes catégorielles et corporatistes s'amplifient, les « coordinations » se constituent. La complexité des situations acquises et donc forcément des revendications et des propositions de règlement,

même pour les intéressés, donc à fortiori pour le grand public prolongent les négociations et les rendent confuses et incompréhensibles. Des réactions de rejet attisées par des implications politiques s'installent. Bien entendu, il serait naïf de penser que la tactique électorale du P.C.F. n'est pour rien dans la flambée des grèves. Néanmoins ce n'est pas le démiurge honni des conservateurs que l'on décrit. Bien plutôt l'interpénétration des militants du P.C.F. et de la C.G.T. et la convergence constante des préoccupations jouent leur office. On accuse toujours « les meneurs », mais, et c'est nouveau, le gouvernement ne se laisse pas aller à cette facilité. Michel Rocard déclare devant l'Assemblée Nationale le 30 novembre : « ...9. Nul ne doit s'y tromper. Lorsque l'action d'une organisation parvient à provoquer un conflit grave, c'est toujours parce qu'il existe de vrais problèmes de fond... ». Par contre Jacques Delors, contrairement à son habitude, reprend une provocation trop répandue à droite, lorsqu'il invite les patrons des entreprises publiques à prendre leurs responsabilités. Il s'attire d'ailleurs cette réponse fondée du Président de la RATP, Paul Reverdy : « C'est une plaisanterie ! En matière de salaires, nous n'avons que le pouvoir d'appliquer une politique générale à toute la fonction publique ... ». Pour être équitable l'on peut toutefois ajouter que le conflit ne portait pas uniquement sur les salaires !

Les solutions

Que faire afin d'éviter au public et à l'économie nationale les conséquences néfastes de telles actions ? D'aucuns remettent en cause sous une forme ou sous une autre, mais en le cachant, le droit de grève, au moins pour les fonctionnaires et personnels des services publics. Il ne saurait être question d'une telle discrimination. Un droit si chèrement acquis par des années de luttes ouvrières, parfois sanglantes, ne peut être discuté. D'autres parlent de service minimum. Ce projet paraît d'autant plus chimérique, à priori, que la plupart des lignes de transports sont saturées aux heures de pointe. Les autres fonctions se dégradent et sont insuffisantes. Dès lors, on ne voit pas comment définir un minimum. Le service plein aux heures de pointe seules nécessiterait presqu'autant de personnel que le service normal...

Enfin, certains de nos camarades prônent la grève de la gratuité : les lettres non affranchies parviendraient à destination, les trains circuleraient sans qu'aucun billet ne soit exigé... C'est une excellente idée théorique puisque seul le patron serait touché. Hélas, elle se heurte à deux objections de taille : voici une forme de grève tout à fait illégale et ne mettant en cause qu'une catégorie de personnel : celle chargée de la vente, du compostage et du contrôle des titres de transport ou du paiement des visites et des timbres. Ces deux arguments me paraissent irrémédiables. Au premier, les artisans de cette forme d'action répondent que toutes les libertés ouvrières ont été hors-la-loi avant d'être arrachées. C'est vrai... mais y a-t-il actuellement une telle force de conviction ? Quant à la seconde objection, ils demandent seulement aux intéressés d'étudier la réalisation pratique. C'est là que le bât blesse. A vous de juger...

Quelques réflexions et conclusions

Il est en tous les cas une injustice fondamentale dans ces grèves, c'est que ceux qui ne l'ont pas faite, mais surtout ceux qui étaient opposés à l'action en bénéficient. Parmi le personnel supérieur des entreprises publiques qui est dans cette situation et dont les augmentations de salaires sont souvent plus substantielles encore que celles des ouvriers, nombreux sont ceux qui réprouvent les mouvements sociaux et soutiennent les partis conservateurs. Ils devraient bien avoir la décence élémentaire de refuser les fruits de l'action !

Dans ce régime, complètement inadapté, de nombreuses productions sont vendues au-dessous de leur coût de revient et pourtant nous faisons comme si. Comme si l'agriculture, comme si les transports, comme si l'enseignement pouvaient être rentables. Pourquoi pas l'armée ? A noter d'ailleurs qu'une faible ponction - les 40 milliards de francs du P.C.F. - sur le budget militaire permettrait de résoudre bien des difficultés sans coup férir. Mais il faudrait alors renverser les tabous et trouver d'autres productions aussi profitables qui emploieraient autant de main-d'œuvre !...

La nationalisation a, comme il était prévisible, échoué à réduire l'antagonisme dualiste patron état-travailleur. Pourquoi ne pas essayer, tout en restant dans le régime en première étape, la socialisation qui consisterait en la gestion des entreprises par un conseil d'administration tripartite : employeur, salariés, représentants des consommateurs ? La transition vers une nouvelle économie devrait peut-être commencer par la réforme des entreprises.

★ ★ ★

N.D.R.L. : Après la rédaction de cette chronique, la télévision dans l'émission « la Marche du siècle » sur Antenne 2 le 30 janvier 1989 et la radio dans « Ecran total » sur France-Inter, le lendemain, ont abordé le même sujet. Malgré un grand déploiement d'interlocuteurs dont certains éminents, presqu'aucun des arguments développés ci-dessus n'a été développé. Pauvres auditeurs et pauvres téléspectateurs victimes de la conspiration du silence... Comment progresser démocratiquement dans ces conditions ?

---

(1) Pour plus de détails voir « Métro gratuit ? » dans la G.R. n°844.

Liaison et Action Contre la Faim

Cette association a créé en son sein une Commission économique en vue d'étudier la promotion de cette économie distributive, « pensée », par Jacques DUBOIN voici plus d'un demi-siècle et qui reste toujours d'une saisissante actualité.

Car l'économie « de marché » qui profite à une minorité de privilégiés fait chaque jour davantage de victimes innocentes et menace à brève échéance la majeure partie de nos populations.

Au seuil du XXIè siècle, cette économie devenue caduque nous ramène au temps de la féodalité où le seigneur régnait en maître sur les manants, les cerfs et les vilains qui vivaient sur son fief.

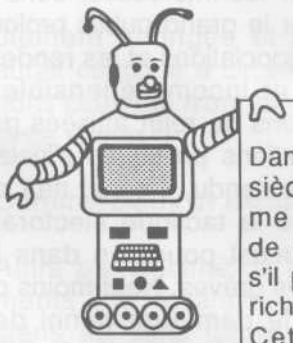
Accepterons nous le nouvel esclavage que des incapables et des profiteurs veulent nous imposer en maintenant une économie qui n'est plus adaptée depuis bien longtemps.

En ce qui nous concerne, nous le refusons, c'est pourquoi nous invitons tous ceux qui veulent vivre libres, dans l'honneur et la dignité, à venir discuter avec nous de l'instauration de cette économie nouvelle qui prendra enfin l'Homme comme finalité au lieu de l'argent.

La 14è réunion de cette Commission aura lieu le samedi 4 mars à 14 heures 30 dans une salle mise gracieusement à la disposition de la LIA.CO.FA. par la congrégation de la Compagnie de Jésus, 42, rue de Grenelle à 75007 Paris (métro Bac ou Sèvres Babylone).

Amis, partisans de l'économie distributive, vous êtes cordialement invités à participer à ses travaux pour y apporter vos réflexions et y proposer vos initiatives, car ce n'est qu'avec le concours de tous que nous pourrons faire triompher cette économie nouvelle pour le bien de l'Humanité.

4, Square du Nouveau Belleville
75020 PARIS



Dans notre XXe siècle,un homme ne trouve de travail que s'il peut en enrichir un autre. Cet autre le congédira dès qu'il pourra le remplacer par une machine.

J. DUBOIN
(« Les yeux ouverts »)

Lisez, faites lire,
un OUVRAGE DE REFLEXION
et de LONGUE HALEINE :

ELEMENTS DE SOCIOLOGIE SCIENTIFIQUE

par Marc IEL

A commander à
LA GRANDE RELEVE
592 pages, **95 F. franco**

Si vous lisez ce journal pour la première fois, n'hésitez pas à nous écrire.. et ne manquez pas de nous dire comment vous avez eu ce journal !

Merci.

BULLETIN DE COMMANDE (à compléter)

M. .....demeurant.....
.....vous adresse par chèque.....la somme de .....F se décomposant ainsi :

.....F pour abonnement à dater de.....19.....
.....F pour la souscription « Pour que vive la Grande Relève ».
.....F pour recevoir..... tracts (à 15 F. le cent)
.....F pour recevoir..... ex. (à 10 F.) du N° spécial « J. Duboin »
.....F pour recevoir..... ex. (à 15 F.) du N° spécial « Pour les femmes »
.....F pour recevoir..... ex. (à 65 F.) de « Kou l'ahuri » de J. Duboin
.....F pour recevoir..... ex. (à 65 F.) de « Les yeux ouverts » de J. Duboin
.....F pour recevoir..... ex. (à 85 F.) « Les affranchis de l'an 2000 » de M.L. Duboin
.....F pour recevoir..... ex. **(à 22 F.)** de « L'économie libérée ».
.....F pour recevoir..... ex. (à 7 F.) du N° en bandes dessinées

Réglements à l'ordre de **la Grande Relève** par chèque bancaire, ou par chèque postal n° 13 402-39 M Paris.

SOUSCRIPTION PERMANENTE POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE

C. Jubert : 100	- M. Bellet : 100	Melle Corcellet : 100	- C. Marthey : 400
Trigaud : 100	- J. Bénazet : 100	R. Gayet : 50	- Mme Reynier : 160
Ch. Tourne : 300	- B. Labbé : 50	L. Piel : 40	- Mme Kopinski : 50
J. Ramet : 40	- J. Gavet : 40	R. Carpentier : 100	- A. Prime : 300
A. Lavie : 100	- Mme Deiro : 100	R. Villégier : 220	- J. Maillot : 1.000
Allemand : 20	- D. Mathieu : 150	P. Moreau : 50	- L. Rambaud : 200
G. Chauvin : 40	- J. Emery : 500	M. Coty : 100	- Mme Moinet : 100
Mme Buguet : 250	- R. Gérard : 50	J. Bourdette : 60	- P. Wendling : 40
J. Le Dore : 150	- Melle Redoute : 100	Mme Picourlat : 200	- R. Doury : 50
J. Bauge : 40	- F. Jule : 50	R. Pellerin : 50	- M. Péron : 100
G. Finck : 40	- A. Aubin : 40	Mme Fournier : 400	- Bourrelly : 50
G. Steydlé : 500	- R. Bruguières : 110	Melle Théroude : 40	- R. Sauvage : 10
J. Denis : 100	- M. Dosset : 60	J. Godeau : 40	- P. Kromer : 100
J. L. Lenclos : 160	- P. Gouvernel : 100	Millard : 60	- Cuisinier : 50
Mme Nogues : 100	- Le Troter : 500	Le Dore : 50	- P. Bouchard : 100
Lobjoies : 150	- M. Doubre : 50	Mme Bouchard : 100	- L. Sadler : 20
Lemarchand : 50	- C. Logre : 100	J. de Rouville : 60	- Lagarrigue : 65
A. Nahoum : 200	- L. Pégorier : 40	Saillard : 100	- G. Charton :150
G. Richard : 40	- E. Mathieu : 50	G. Coty : 50	- Mme Lahens : 300

TOTAL : 9.885 F
MERCI A TOUS.

courrier

« Le problème de l'insertion et de la mise en place dans l'institution politique de l'Economie distributive et de leurs rapports est certainement, en effet, d'un intérêt tout particulier. Il ne suffit pas de tabler sur la force interne aux événements pour accomplir une Histoire jugée d'avance inéluctable. Il ne suffit pas de poser comme résolues certaines questions qui ne manqueront pas d'être capitales.

Des oppositions farouches et d'une puissance considérable à la redistribution des richesses et des biens sont certaines.

Comment les surmonter ?

Il n'y a qu'une seule puissance au monde qui mérite de se voir confier cette tâche, avec le moins de risques de dérapage de toutes sortes : celle de masses populaires parfaitement anonymes, mais éduquées, informées, instruites et conscientes des enjeux.

C'est un problème essentiellement politique.

Mais peut-on, à vrai dire, se satisfaire sincèrement de proposer aux hommes comme idéal, une économie capable de leur apporter le bien-être et l'aisance, équitablement répartis ? Les hommes seraient-ils pour autant meilleurs et plus responsables ? On peut en douter, pour d'innonbrables raisons. Pour parvenir à ce résultat, il faudrait, en plus, de toute évidence et nécessité, enseigner effectivement la responsabilité sociale, au niveau de chaque individu. C'est encore un problème spécifiquement politique.

Ces deux problèmes ne peuvent être résolus que par l'adoption d'une démocratie qui ferait la plus grande place à la participation du peuple à la gestion des affaires de la société. Les « médias » actuels rendent cela possible. On peut même envisager qu'ils rendraient à la limite, la présence de tous les hommes politiques de métier et de carrière au gouvernement, en tant qu'intermédiaires entre le peuple et le pouvoir, complètement inutile.

« ...Vous déploriez dans votre éditorial du n° 874 que « fort peu, trop peu, de lecteurs collaborent à notre journal » et vous formiez le voeu, au seuil de 89, de voir tous les lecteurs prendre des initiatives.

Je propose de soumettre à l'appréciation critique des lecteurs de la G.R. le concept même de Démocratie Directe Intégrale, et de poser la question de son importance autonome, et de ses rapports avec celui d'Economie Distributive ».

A.N. Lisieux

★★★

« ...Mais quand j'entends l'Abbé Pierre, il me semble que cet homme connait l'oeuvre de Jacques Duboin, mais il n'en parle jamais ouvertement.

Lors de son dernier passage télévisé consacré à la pauvreté, dans « la marche du siècle », il a dit en substance : « Il faudra bien un jour que les hommes se partagent le travail et que l'on change le système de rémunération des personnes ».

Pourquoi donc, des gens comme l'Abbé Pierre, Albert Ducrocq, René Dumont et bien d'autres ne parlent-ils jamais de Jacques Duboin, alors qu'ils ont l'avantage d'être parfois invités par les médias ? »

S.B. Vaulx en Velin

★★★

« ...Rappelons-nous, en ce Bicentenaire de la Révolution française que « quand on y croit, tout est possible ! ». J'espère, pour ma part, que 1989 verra l'avènement de la révolution Informatique et Télématique qui devrait accélérer le processus de prise de conscience de nos concitoyens que nous sommes à l'aube d'une vie nouvelle. »

T.P. Mennecy

★★★

« Je ne puis m'empêcher de protester contre l'éditorial de Henri Muller intitulé « La perestroika, une bévue regrettable » publié dans le numéro de novembre 1988. »

Je ne pense pas que la Grande Relève et l'Economie distributiste constituent la tribune idéale pour la défense et l'illustration du stalinisme que nous impose l'auteur, car son but n'est pas la « politique politicienne ».

« ...Je tiens d'abord à me définir politiquement comme jacobin, admirateur de Robespierre et de Saint-Just, et à préciser ensuite que rien n'a jamais été aussi opposé au stalinisme que le jacobinisme « montagnard ».

D'abord, à propos de la propriété de la terre, j'estime que rien n'est plus désastreux que sa collectivisation entraînant la prolétarisation des agriculteurs, comme Staline l'a réalisée au prix d'une effroyable famine et de plusieurs millions de morts, en réinventant ainsi la féodalité avec un seul seigneur : l'Etat soviétique et sa nomenklatura...

Or, il est une nécessité naturelle absolue, reconnue depuis l'antiquité, c'est que la terre doit appartenir à celui qui la travaille.

L'axiome « Je travaille cette terre, donc je la possède » est aussi évident que le « Je pense, donc, je suis » de Descartes. »

J.B. Paris

★★★

« La volée de bois vert que m'a valu la publication de mon article concernant la Perestroika ne m'a pas surpris, venant de la part de camarades proches des milieux trotzkistes que l'on cotoie dans la plupart des formations à caractère politique. Leur hostilité à l'égard de Staline remonte principalement aux « purges » des années 36 et 38. C'est la réponse que m'avait faite, il y a une trentaine d'années, l'ami Guggenheim. La dictature stalinienne est un fait, visant à la fois à conserver le Pouvoir face à l'opposition trotzkiste, et à en écarter les « internationalistes » dressés contre la thèse stalinienne : « le socialisme dans un seul pays », thèse qui ruinait les vues des auteurs de la révolution de 1917 désireux de « l'étendre au monde entier, les armes à la main ».

H.M. Guérande

résumé de nos thèses

Pour produire ce dont il a besoin pour vivre, l'homme a toujours cherché à améliorer ses techniques, afin d'alléger sa peine. Mais en ce 20e siècle, l'accélération des progrès technologiques est une révolution sans commune mesure avec celles du passé. De puissantes machines et des robots sont capables aujourd'hui de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à la plupart de ses sens, et même aux activités purement logiques de son cerveau.

Avec la découverte des codes de la nature (génie génétique en particulier) et les productions de matières premières sur mesure, l'humanité est en train de vivre une véritable mutation ; **elle est au seuil d'une nouvelle civilisation.**

Cette « révolution de l'intelligence » est, comme l'annonçait J. Duboin en lançant ce journal en 1934, « la grande relève » des hommes par la technique, dans tous les processus de production. Fini le temps, où, pour assurer sa survie, l'homme était obligé d'y consacrer toutes ses forces et toute sa vie ! L'essentiel des production nécessaires peut désormais être réalisé par des robots...

Ceci implique d'énormes changements dans nos comportements économiques. Il faut d'abord admettre l'idée que le pouvoir d'achat ne peut plus être mesuré par la durée d'un travail accompli. Et ceci nous oblige à imaginer d'autres moyens que le salaire pour accéder à tout ce que les robots fabriquent pour **tous.**

C'est parce que nous n'avons pas eu le courage de renoncer à des habitudes qui se révèlent inadaptées, que nous avons laissé notre monde se transformer en une gigantesque poudrière, où tout craque, où tous s'affrontent. Un monde devenu tellement absurde qu'il dépense 10 millions de francs **chaque minute** pour préparer la guerre, mais ne trouve pas d'argent pour empêcher des millions de gens de mourir de misère. La misère grandit quand s'ouvre l'ère de l'abondance !

Nous sommes ainsi à la charnière entre deux civilisations. Héritière d'un formidable potentiel de savoir-faire et de techniques (qui est le fruit des efforts accumulés par toutes celles qui l'ont précédée), notre génération a l'énorme tâche d'assurer l'adaptation de la société humaine à cette brutale transformation. Il nous appartient d'imaginer et d'installer les moyens pour que ces immenses possibilités, au lieu d'écraser la plupart d'entre nous, soient maîtrisées et organisées pour assurer l'épanouissement optimum de **tous** les êtres humains... et de leurs descendants sur cette planète.

A l'époque où le monde dit civilisé surmontait la crise de 1929... pour s'enfoncer dans la seconde guerre mondiale, ces moyens ont été imaginés et proposés par J. Duboin sous le nom d'économie distributive :

l'économie distributive

Le travail : même en développant toutes les possibilités, il restera toujours les tâches que seul un humain peut accomplir. Celles-ci doivent être partagées entre tous, en fonction des aptitudes et des besoins. C'est à la fois un **devoir**, celui de participer, et un **droit**, celui d'être un citoyen qui assume son rôle. Cette participation aux tâches nécessaires devient un **SERVICE SOCIAL** dont la durée calculée sur une vie, ne fera que diminuer à mesure des progrès de l'automatisation. Ainsi peut augmenter pour tous la proportion de **temps dégagé** pour des activités **librement** choisies.

Dès lors que le temps de travail humain décroît pour une production croissante, il faut **dissocier** travail et revenus.

Les revenus : Les revenus n'étant plus mesurés par le travail, il faut trouver d'autres critères pour que chacun reçoive sa part d'une production qui peut croître à volonté. L'économie distributive assure à chacun cette part en lui versant régulièrement son **revenu social** (la carte à mémoire est parfaite pour cela) de la naissance à la mort : tout individu homme ou femme, travaillant ou pas, devient ainsi un être économiquement indépendant.

La monnaie : Pour qu'il puisse y avoir équilibre entre l'ensemble de ces revenus distribués et les richesses disponibles, la monnaie distributive n'est **pas thésaurisable et elle ne circule pas**. C'est une **monnaie de consommation** qui s'annule (comme s'annule un crédit) quand une production ou un service est parvenu à son consommateur. C'est un moyen pour ce dernier d'exprimer son choix quant à la production à renouveler (la loi du marché retrouve donc son rôle) et d'orienter les investissements en fonction de ses besoins.

Les **investissements**, de même que le fonctionnement des services publics, sont pris en compte pour évaluer la production « disponible » et celle-ci détermine le montant total des revenus à distribuer ; il n'y a donc pas d'impôt et les revenus augmentent avec la production. Ainsi l'ère de l'abondance n'est plus le règne de veau d'or, c'est celui d'une gestion objective des biens de ce monde en **fonction des besoins,** la **compétitivité** fait place à la **convivialité.**